

MUTATIONS

UN MAGAZINE DE DÉBATS, DE DÉCRYPTAGE ET D'OUVERTURE



REPORTAGE



ACTEUR



DATA



DÉCRYPTAGE



FACE-À-FACE



POINT DE VUE

Le monde change avec le mutualisme

MUTATIONS



MAGAZINE TRIMESTRIEL DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE

- Des convictions fondées sur la démocratie et le progrès social
- Une contribution des mutuelles au débat d'idées en collaboration avec des think tanks de tous horizons

MULTIPLIER LES POINTS DE VUE

- Comprendre la réalité du terrain
- Donner la parole aux acteurs
- Confronter les opinions et les expertises

RÉFLÉCHIR SUR LES TRANSFORMATIONS DE LA SOCIÉTÉ

- Décryptage de l'évolution de l'environnement des mutuelles, de la protection sociale et de la santé
- Mise en lumière d'expériences innovantes



REPORTAGE



ACTEUR



DATA



DÉCRYPTAGE



FACE-À-FACE



POINT DE VUE

Droits des FEMMES les nouveaux COMBATS



LES MUTUALISTES MOBILISÉS POUR LES DROITS DES FEMMES

Le 17 janvier 1975, la loi autorisant l'interruption volontaire de grossesse (IVG) était promulguée. Un peu plus de sept ans après le vote de la loi Neuwirth autorisant la contraception, Simone Veil consacrait de manière décisive le droit des femmes à disposer librement de leur corps.

Un droit arraché de haute lutte, comme le rappellent les débats qui ont émaillé le vote de ces deux lois ou encore le « Manifeste des 343 » paru en 1971 dans *Le Nouvel Observateur*. Mais un droit qui reste contesté et inachevé.

Contesté parce que les femmes qui souhaitent pratiquer une IVG ne reçoivent pas toujours l'accueil bienveillant qui leur est dû, comme le révèlent les enquêtes du Planning familial. Inachevé parce qu'il aura fallu attendre 2019 pour que la procréation médicalement assistée (PMA) pour toutes les femmes soit enfin proposée dans le cadre du projet de révision de la loi bioéthique.


Inachevé aussi parce que, chaque jour, des femmes subissent des violences intolérables – physiques ou psychiques – de la part de leur compagnon, de leur conjoint ou de leur entourage. Des féminicides aux mutilations sexuelles, la chronique est longue et tragique.

En tête de la lutte pour le droit à la contraception, à l'IVG, à la PMA pour toutes, il y avait des mutualistes. Et de nombreux groupements ont mis en place des actions de prévention, d'accompagnement et de prises en charge pour permettre aux femmes d'exercer cette liberté. C'est dans cette lignée et avec cette conviction que je m'inscris dans le combat pour les droits des femmes, et contre les violences qui leur sont infligées. A travers ce numéro de *Mutations*, j'ai voulu rendre hommage aux femmes, aux batailles qu'elles mènent et que les mutualistes mènent à leurs côtés.

Thierry Beaudet
Président de la Mutualité Française

SOMMAIRE

 **REPORTAGE** P. 4
IVG, LE COMBAT DES CENTRES D'ÉDÉS
Le centre d'orthographe Clotilde-Vautier de Nantes est un espace dédié à la santé sexuelle et reproductive des femmes, hommes et adolescents.

 **ACTEURS** P. 10
Caroline Richi,
coprésidente du Planning familial.
IVG : PRÉVENIR L'ÉROSION D'UN DROIT MALMENÉ
Gilles Laimé, médecin généraliste au CMS Louise-Michel, à Roumouville. P. 14
VIOLENCES FAITES AUX FEMMES : "TROP DE DÉLITS IMPUNIS"

 **DATA** P. 18
LES DATES CLÉS DES DROITS DES FEMMES

 **DÉCRYPTAGE** P. 20
DROITS DES FEMMES : UN LONG CHEMIN ESCARPÉ
Un regard rétrospectif témoin de progrès en matière de droits des femmes. Mais des inégalités persistent dans un large éventail de domaines.

 **FACE-À-FACE** P. 26
ÉLARGIR L'ACCÈS À LA PMA NE BOULEVERSERAIT PAS LA STRUCTURE FAMILIALE CLASSIQUE
Débat entre la sociologue de la famille Ivana Théry et le philosophe Pierre Le Coz.

 **POINT DE VUE** P. 30
Marc-Olivier Padiès,
directeur des études à Terra Nova.
1975-2020, AU-DELÀ DE L'ANNIVERSAIRE, DES COMBATS À POURSUIVRE

 **ACTUALITÉS** P. 34



Droits des femmes : un long chemin escarpé

En ce mois de janvier 2020, la loi autorisant l'IVG fêtera ses 45 ans. Une date majeure dans l'histoire des droits des femmes, dont l'une des dernières étapes est l'extension de la procréation médicalement assistée à toutes. Si un regard rétrospectif témoigne de progrès en matière de droits, des inégalités persistent dans un large éventail de domaines. La marche vers l'égalité ne bénéficierait pas qu'aux femmes, mais à l'ensemble de la société.

Textes : Corinne Renou-Nativel





Droits des femmes : un long chemin escarpé

C'est une loi qui fait date : le 17 janvier 1975 est voté le texte sur l'IVG (interruption volontaire de grossesse), dite loi Veil, du nom de la ministre de la Santé sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. Devant une Assemblée nationale presque exclusivement composée d'hommes, Simone Veil partage « une conviction de femme : aucune femme ne recourt de gaieté de cœur à l'avortement ». Mais elle entend tenir « compte de la situation de fait existante » : la mort de 300 femmes en moyenne chaque année à la suite d'avortements clandestins.

Ce mois de janvier, la France célèbre donc le 45^e anniversaire de l'autorisation de l'IVG, alors que vient d'être voté, le 27 septembre 2019, l'article 1 du projet de révision de la loi relative à la bioéthique, qui étend aux couples de femmes et aux femmes célibataires la procréation médicale assistée (PMA) jusqu'alors réservée aux couples hétérosexuels (lire pages 26-29).

UNE PROGRESSION PAR À-COUPS

À l'échelle des siècles, l'histoire des droits des femmes semble aller vers de nettes améliorations. « Elle n'est pas linéaire mais plutôt cyclique, avec des hauts et des bas, met en garde Michelle



« A regarder les **XX^e** et **XXI^e** siècles en France, on se situe dans une courbe ascendante. »

Michelle Perrot, historienne.



« Une plus grande égalité ouvrirait les champs des possibles pour les filles et les garçons. »

Brigitte Grévy, présidente du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Perrot, historienne, qui vient de publier *Le Chemin des femmes* (Robert Laffont), recueil de plusieurs de ses textes. Mais à regarder les **XX^e** et **XXI^e** siècles en France, on se situe quand même dans une courbe ascendante. »

Parmi les dates clés des décennies écoulées, Michelle Perrot en retient trois. La première, certainement la moins connue, est l'uniformisation en 1924 du baccalauréat, qui devient identique pour les garçons et les filles jusqu'alors séparés. « En permettant l'entrée des bacheliers à l'université, cette réforme ouvre l'âge des étudiantes, qui ont joué un rôle dans le Mouvement de libération des femmes (MLF) », explique l'historienne. Plus attendu, vient ensuite le droit de vote des femmes octroyé en 1944, et mis en application pour la première fois en 1945. « La Révolution de 1848 rend le suffrage universel, mais un universel masculin qui écarte les femmes, alors que le vote est le fondement de la démocratie, précise Michelle Perrot. Jusqu'en 1945, leur fonction est d'être des épouses et des mères à qui il revient de s'occuper de la vie privée, ce qui leur vaut de la gratitude. Mais on les enferme dans ces rôles sans leur reconnaître l'égalité individuelle de citoyens. »

Le dernier jalon est la conquête de la contraception et de l'IVG. « Cette conquête exprime "Mon corps est à moi", souligne cette spécialiste de l'histoire des femmes. "Un enfant si je veux, quand je veux, comme je veux" était l'une des devises du MLF. C'est essentiel parce que le ventre des femmes, leur capacité d'enfantement est à l'origine de la domination masculine. »

UNE OPPRESSION INVISIBLE

En France, l'amélioration sensible et incontestable des droits des femmes ne doit pas dissimuler les nombreuses inégalités qui subsistent. « Beaucoup de schémas d'oppressions sont invisibles ou difficiles à détecter, considère Brigitte Grévy, présidente du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE). Vivre dans ces stéréotypes est souvent confortable : on agit comme sa mère ou son père. Faire un pas de côté est plus compliqué que de rester dans les traces de ceux qui nous ont précédés. »

Les secteurs des inégalités, étonnamment multiples, se font écho dans les sphères privée et publique, renvoyant à un ordre patriarcal figé qui répartit les rôles. À la maison, les femmes consacrent en moyenne 1h30 par jour aux tâches domestiques, contre 2h pour les hommes. Et dans la société, elles demeurent moins visibles que leurs homologues masculins. Deux exemples : dans les médias, elles sont beaucoup moins sollicitées en tant qu'expertes que les hommes ; le cinéma met en scène moins d'héroïnes que de héros, ce qui offre aux femmes moins de modèles de dépassement, comme le montre le documentaire *Tout peut changer. Et si les femmes comptaient à Hollywood* de Tom Donahue, qui sortira en salles le 19 février. Près de vingt ans après la première loi sur la parité, certes l'Assemblée nationale comprend 38,7% de députées (224 sur 577), mais les femmes ne représentent que 16% des maires dans un pays qui n'a jamais eu de présidente de la République et n'a eu qu'une femme Première ministre avec

Les atteintes aux femmes dans le monde

Selon des données recueillies par le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, les femmes accomplissent 66% du travail mondial, mais ne perçoivent que 10% des revenus et ne détiennent que 1% de la propriété. Dans les pays du Sud, les femmes représentent 70% des personnes les plus pauvres. À l'échelle mondiale, les femmes accomplissent 2,5 fois plus de travail non rémunéré que les hommes. Les filles représentent 54% des effectifs non scolarisés, et jusqu'à 60% dans les États arabes. Les deux tiers des 774 millions d'analphabètes à travers le monde sont des femmes – un taux qui ne baisse pas depuis 1990 ! À l'échelle mondiale, il manquait en 2008 100 millions de filles et de femmes en raison des féminicides pratiqués lors de la grossesse, à la naissance ou par défaut de soins au profit des garçons ; ce chiffre pourrait atteindre 200 millions en 2025. Ces déséquilibres sont particulièrement marqués en Chine, en Inde, au Pakistan et en Afghanistan. En moyenne, 30% des femmes ont subi une violence physique et/ou sexuelle de la part de leur compagnon ou d'un autre homme. Environ 38% des meurtres de femmes sont le fait de leur partenaire. Dans le monde, 650 millions de femmes et de filles ont été mariées avant l'âge de 18 ans ; ces dix dernières années, le taux mondial de mariages d'enfants a diminué, passant d'une jeune femme sur quatre mariée alors qu'elle était enfant à près d'une sur cinq. En 2016, au moins 200 millions de filles et de femmes issues de 30 pays étaient victimes de mutilations sexuelles. Si la solution à toutes ces violences et inégalités passe par la démocratie, et donc par la représentation des femmes à la tête des États, elle semble bien éloignée puisqu'au 1^{er} janvier 2017 seulement 7,2% des chefs d'État et 5,7% des chefs de gouvernement étaient des femmes.

Edith Cresson en 1991. Moins de 7% des présidents, PDG et DG des sociétés cotées sur Euronext Paris sont des femmes.

70% DES TRAVAILLEURS PAUVRES

L'une des inégalités les plus répandues est la différence des salaires, mêmes si les femmes sont plus scolarisées et diplômées que les hommes. « Elles gagnent 23% de moins qu'eux, remarque Alban Jacquemart, sociologue et politiste à l'université Paris-Dauphine. A poste, temps de travail, formation et secteur d'emploi comparés, l'écart de salaire inexplicable demeure encore de 8 à 10%. » Les femmes constituent 70% des travailleurs pauvres et représentent 82% des

emplois à temps partiel, souvent non choisis. Alban Jacquemart explique la construction et le maintien de ces inégalités par deux mécanismes qui s'entrelient : « La sphère domestique, encore largement associée aux femmes, les éloigne du monde du travail, en limitant leur investissement professionnel (il faut rentrer s'occuper des enfants) ou en les incitant à une réalisation personnelle par la famille plus que par le travail. Par ailleurs, le monde du travail valorise des qualités et manières de faire inculquées aux garçons depuis l'enfance comme la pugnacité. Les normes implicites de bons dirigeants attendent une disponibilité en dehors des heures de bureau et une mobilité géographique en cours de ... »



... **carrière.** » Les actions mises en place ont des effets, mais limités. « *Beaucoup de lois ne sont pas appliquées faute de contrôles et de sanctions*, observe Alban Jacquemart. Quant aux accords d'entreprise, ils mettent davantage l'accent sur les comportements individuels que sur une révision des modes internes de fonctionnement. » Pour contrer un « plafond de verre » qui réduit le recrutement aux plus hauts postes de femmes, dont l'ambition reste stigmatisée, se sont développés des réseaux de femmes cadres. « *Ces actions ont en partie porté leurs fruits, mais il demeure des inégalités d'accès aux postes de dirigeants*, constate le sociologue. Ces initiatives ont détourné l'attention des difficultés des ouvrières et employées complètement invisibilisées. » Ces différences tout au long de la vie professionnelle se traduisent par des retraites de 38 % inférieures à celles des hommes.

L'AFFAIRE ADELÉ HANEL

Coup de tonnerre dans le cinéma français le 4 novembre 2019 : l'actrice Adèle Hanel révèle avoir été victime de 12 à 15 ans d'attaques sexuelles par le réalisateur Christophe Ruggia. Une journaliste de Mediapart a recueilli une trentaine de témoignages confirmant l'emprise du cinéaste sur l'adolescente. « *Je dois le fait de pouvoir parler à toutes celles qui se sont exprimées avant moi dans le cadre des affaires #MeToo* », déclare Adèle Hanel.

En octobre 2017, la révélation d'agressions sexuelles commises par le producteur Harvey Weinstein incite l'actrice américaine Alyssa Milano à proposer de témoigner dans



“Beaucoup de lois ne sont pas appliquées faute de contrôles et de sanctions.”

Alban Jacquemart, sociologue et politicien à l'université Paris-Dauphine.



“On sous-estime l'aspect matériel et économique de l'accès au droit.”

Sophie Soubiran, avocate en droit pénal et en droit familial, membre de la Fondation des femmes.

violences sexuelles et sexistes dans différents milieux. Le mouvement s'étend dans 35 pays et marque un véritable tournant. « *#MeToo a créé le récit de la violence*, analyse dans le magazine *Elle* la philosophe et historienne de la pensée féministe Geneviève Fraisse, auteure de *La Suite de l'Histoire* (Seuil). On a du récit et non plus seulement la désignation d'un acte, comme le viol. Désormais, la possibilité de dénoncer la violence permet de la raconter. »

Les médias qui relaient largement l'affaire Hanel portent l'accent de manière inédite sur les féminicides. Ce terme désigne le meurtre d'une femme ou d'une fille en raison de sa condition féminine. Le 6 décembre dernier, le Québec a reconnu le « premier féminicide de masse » commis trente ans plus tôt, lors de l'assassinat de 14 femmes à l'École polytechnique de Montréal par un homme se revendiquant « antiféministe ». En France, l'acceptation commune s'applique aux femmes tuées par leur compagnon ou ex-compagnon, à présent comptabilisées : 121 en 2018, plus de 140 en 2019. L'opinion publique découvre le drame de femmes menacées, dont certains policiers refusent de prendre la plainte ou que le système judiciaire échoue à protéger. Avant de se raviser, Adèle Hanel a dans un premier temps exclu de porter plainte contre son agresseur face au fait que seulement un dixième des plaintes pour agressions sexuelles ou viols aboutissent à une condamnation.

« *Sur toute la chaîne, il existe une insuffisante prise en compte des violences contre les femmes*, estime Brigitte Grévy, des commissaires où les policiers ne sont pas forcément formés à recevoir ces plaintes

jusqu'au classement sans suite par le procureur après une enquête souvent trop rapide. En novembre, le HCE a lancé un appel à développer une véritable culture de la protection des victimes, femmes et enfants, dans le cadre des violences conjugales. »

LA « PRÉSUMPTION DE MENSONGE »

Avocate en droit pénal et en droit familial, membre de la Fondation des femmes, Sophie Soubiran explique en partie l'incapacité du droit à protéger les femmes des violences par l'augmentation du nombre de plaintes. « *Ce qui relevait auparavant des chiffres noirs, des faits bien réels mais non dits, est désormais dénoncé comme anormal, ce qui constitue une avancée. Mais les moyens budgétaires correspondant à cette augmentation ne sont pas accordés, qu'il s'agisse des associations ou du ministère de la Justice, pour recevoir ces femmes, enclencher leur protection, etc. On sous-estime aussi l'aspect matériel et économique de l'accès au droit, avec la nécessité de se rapprocher d'une association pour monter un dossier d'aide juridictionnelle, les frais de justice, les coûts des déplacements pour rencontrer juge et avocat... pour des femmes parfois faibles économiquement et que la séparation fragilise plus encore.* »

Sophie Soubiran soulève un autre point extrêmement préoccupant : « *Quand une femme dénonce une infraction contre sa personne, d'autant plus si c'est dans le cadre conjugal ou qu'il s'agit d'une agression sexuelle, elle va devoir faire la preuve qu'elle n'est pas en train de mentir. En cas*

de vol d'un téléphone portable, le policier prend la plainte sans se demander si c'est vrai. Pour une femme, existe l'idée que si elle dénonce des violences, elle recherche des bénéfices secondaires. C'est ce que j'appelle la “présomption de mensonge”, liée à des siècles de suspicion patriarcale sur les femmes. »

ÉGALITÉ : TOUS GAGNANTS !

Si les inégalités entre femmes et hommes subsistent en France, leur réduction au cours des dernières décennies permet d'espérer plus d'égalité à l'avenir, profitable à toutes et à tous. « *L'autonomisation financière des femmes leur permet d'échapper à la pauvreté, et donc*

leurs enfants aussi», note Brigitte Grévy. Une plus grande égalité ouvrirait aussi les champs des possibles pour les filles et les garçons. La plupart sont bloqués dans des horizons à 90 degrés au lieu de 180, en raison des stéréotypes de métiers et de rôles construits à l'avance, qui ne laissent pas suffisamment de place aux apparences et talents personnels. »

Ces schémas continuent à enfermer également les adultes. « *Si une femme privilégie sa carrière, elle est stigmatisée, mais un homme l'est aussi s'il s'occupe beaucoup de ses enfants*, poursuit Brigitte Grévy. Plus globalement, à chaque fois que l'on permet à des individus de mieux vivre ensemble, de se respecter, la société va mieux. » •



La parité progresse en Mutualité

Le 1^{er} juin 2016, la Mutualité Française lançait MutElles, le réseau des femmes en Mutualité. Parmi ses objectifs : « *faire progresser la mixité au sein des instances des mutuelles* » ou encore « *contribuer à développer l'égalité femmes-hommes, la diversité et le progrès social* ». Au moment de la création de ce réseau, les conseils d'administration des mutuelles comptaient, en moyenne, 23 % de femmes. Depuis, la parité n'a fait que croître pour atteindre 28 % en 2019. « *Ce taux moyen cache des disparités importantes puisque, dans certaines mutuelles, il est de 40 %, voire de 50 %* », précise et se félicite Dominique Joseph, présidente de MutElles et secrétaire générale de la Mutualité Française. Mais l'effet d'un tel réseau ne se mesure pas uniquement à la composition des conseils d'administration. « *Il a permis une prise de conscience de l'importance de l'égalité femmes-hommes au sein du mouvement mutualiste. Ainsi, de nombreuses mutuelles ont organisé des colloques ou autres manifestations sur ce thème* », relève Dominique Joseph.

Dorénavant, l'ambition de MutElles est de promouvoir la santé des femmes dans les actions des mutuelles. « *Il existe des spécificités féminines, y compris pour une même pathologie. On sait que les symptômes, d'un accident cardiaque par exemple, peuvent différer entre un homme et une femme* », rappelle-t-elle. Ce positionnement appelle également à lutter contre les violences faites aux femmes. « *Nous devons sensibiliser les professionnels de nos centres de santé au repérage de ces violences et mener des actions de prévention et de communication sur cette thématique* », affirme Dominique Joseph.

J.-M. M.

MAGAZINE TRIMESTRIEL DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE

- Des convictions fondées sur la démocratie et le progrès social
- Une contribution des mutuelles au débat d'idées en collaboration avec des think tanks de tous horizons

MULTIPLIER LES POINTS DE VUE

- Comprendre la réalité du terrain
- Donner la parole aux acteurs
- Confronter les opinions et les expertises

RÉFLÉCHIR SUR LES TRANSFORMATIONS DE LA SOCIÉTÉ

- Décryptage de l'évolution de l'environnement des mutuelles, de la protection sociale et de la santé
- Mise en lumière d'expériences innovantes



REPORTAGE



ACTEUR



DATA



DÉCRYPTAGE



FACE-À-FACE



POINT DE VUE

ABONNEZ-VOUS à MUTATIONS
EN PROFITANT DE NOTRE TARIF PROMOTIONNEL

1 AN > 38 €
(4 NUMÉROS) **SEULEMENT**

MUTATIONS LE TRIMESTRIEL DE PROSPECTIVE
ET DE RÉFLEXION DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE



BULLETIN D'ABONNEMENT

A compléter et à retourner à : Mutations Abonnements,
12 rue du Cap-Vert, CS40010, 21801 Quetigny Cedex

Tarifs 2019	Tarif par abonnement
De 1 à 6 abonnements	38 €
De 7 à 20 abonnements	36 €
De 21 à 40 abonnements	34 €
41 abonnements et plus	32 €

Je souscris _____ abonnement(s)
d'une durée de 1 an au tarif unitaire de _____ €
soit un montant total de : _____ €

En cas de souscriptions multiples, merci de joindre une liste des personnes à abonner avec leurs coordonnées

☐ Mme ☐ M. Nom : _____ Prénom : _____

Organisme/Société : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

☐ J'accepte de recevoir des offres par e-mail de Mutations

Ci-joint mon règlement : ☐ Je règle par chèque à l'ordre de la FNMF

☐ Je règle par virement en indiquant Mutations dans le libellé du virement

IBAN : FR76 3148 9000 1000 2214 5643 247 BIC: BSUIFRPP

AMUTIS

Journal de la mutualité (ISSN 0371-0208). Conformation à la norme européenne pour les journaux. Les données personnelles sont traitées conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Les données sont destinées à la gestion de l'abonnement et à la diffusion de la publication. Elles ne sont pas communiquées à des tiers.